

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

ASSOCIATION ARDECHE DROME OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : Girodet Bât A

Allée du Concept

25000 BOURG LES VALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

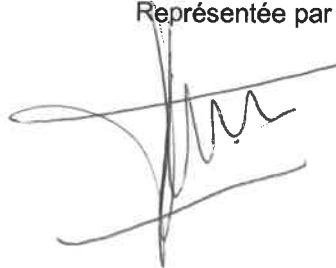
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VALENCE, le 7 Mai 2024
Le Commissaire aux comptes,
La société RF AUDIT ET REVISION,
Représentée par Philippe FOURNIER



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	2 821	2 821				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	27 923	27 923				
	Installations techniques Matériel et outillage	164 535	160 374	4 162	2 565	1 597	62.24
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	220		220	1 200	980	81.67
	Prêts	457		457	534	76	14.28
	Autres	1 809		1 809	1 809		
	Total I	197 765	191 117	6 648	6 108	540	8.85
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	1 260		1 260	1 260		
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	47 426	7 000	40 426	15 367	25 059	163.07
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	1 049 019		1 049 019	1 450 651	401 632	27.69
	Valeurs mobilières de placement	8 357		8 357	8 357		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	145 171		145 171	62 164	83 007	133.53
	Charges constatées d'avance (2)	1 226		1 226	5 024	3 798	75.59
	Total II	1 252 460	7 000	1 245 460	1 542 823	297 363	19.27
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 450 225	198 117	1 252 108	1 548 931	296 823	19.16

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	12	Exercice N-1 31/12/2022	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires		27 957		27 957		
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau		87 779		87 677	102	0.12
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		1 578		102	1 476	NS
	Situation nette (sous total)		117 314		115 736	1 578	1.36
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I		117 314		115 736	1 578	1.36
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques		1 150		9 722	8 572	88.17
	Provisions pour charges						
	Total III		1 150		9 722	8 572	88.17
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		173 644		126 168	47 476	37.63
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		64 322		65 620	1 298	1.98
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales		24 495		24 107	387	1.61
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes		3 324			3 324	
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance		867 860		1 207 576	339 716	28.13
	Total IV		1 133 644		1 423 472	289 828	20.36
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 252 108		1 548 931	296 823	19.16

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

265 784
73 644

215 896
26 168

Philippe FOURNIEF
Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		728		764	36	4.71
Ventes de biens et services						
Ventes de biens		560		645	85	13.18
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service		42 550		30 180	12 370	40.99
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		584 129		521 138	62 991	12.09
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public		14 840		1 046	13 794	NS
Dons manuels		3 992		2 515	1 477	58.71
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		28 090		16 564	11 526	69.58
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		33		1	32	NS
Total I		674 922		572 854	102 068	17.82
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes		336 874		262 679	74 195	28.25
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés		5 176		1 437	3 739	260.16
Salaires et traitements		252 809		247 050	5 759	2.33
Charges sociales		70 821		67 784	3 038	4.48
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 890		2 415	525	21.73
Dotations aux provisions		7 000		495	6 505	NS
Reports en fonds dédiés						
Autres charges		2 581		503	2 078	413.45
Total II		677 151		582 363	94 788	16.28
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		2 229		9 509	7 280	76.56

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		86		1	85	NS
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		86		1	85	NS
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		6 320		6	6 314	NS
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		6 320		6	6 314	NS
2. Résultat financier (III-IV)		6 234		5	6 228	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		8 463		9 514	1 052	11.05
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		0		15 736	15 736	100.00
Sur opérations en capital		10 300			10 300	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		10 300		15 736	5 436	34.54
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		47		6 120	6 073	99.23
Sur opérations en capital		213			213	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		260		6 120	5 860	95.75
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		10 040		9 616	424	4.41
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		685 309		588 591	96 718	16.43
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		683 731		588 489	95 242	16.18
5. EXCEDENT OU DEFICIT		1 578		102	1 476	NS

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	page 13
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	14
Informations générales complémentaires	14
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	15
Tableau de variation des fonds propres	16
Etat des provisions	16
Etat des échéances des créances et des dettes	17
Autres immobilisations incorporelles	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	18
Evaluation des créances et des dettes	18
Evaluation des valeurs mobilières de placement	18
Disponibilités en Euros	18
Disponibilités en devises	18
Produits à recevoir	18
Détail des produits à recevoir	19
Charges à payer	19
Détail des charges à payer	20
Charges et produits constatés d'avance	20
Détail des produits constatés d'avance	21
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation des subventions	21
Valorisation des contributions volontaires	23
Honoraires des commissaires aux comptes	24
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	24

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'association Drôme Ardèche Ouro Sogui Sénégal (ADOS), créée en 1985, est basée à Bourg-lès-Valence en France et à Matam au Sénégal, a pour but de "regrouper les hommes et les femmes, notamment des départements de l'Ardèche et de la Drôme, qui souhaitent engager et concrétiser des relations internationales d'amitié, d'échange et de coopération, plus particulièrement avec les hommes et les femmes de la région de Matam, au Sénégal, et d'Afrique de l'Ouest".

ADOS se donne pour mission générale d'impliquer les acteurs français et sénégalais dans des démarches de partenariat fondées sur la réciprocité, pour mettre en place des projets de développement local qui participent à l'adaptation au changement climatique, enjeu majeur de notre temps.

L'association agit soit en tant que maître d'œuvre pour le compte des collectivités locales du Nord et du Sud (cadre réglementaire de la coopération décentralisée), soit comme opérateur direct ("ong ") sur des actions portées par l'association elle-même.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 252 107.63 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 674 922.07 Euros et dégageant un excédent de 1 577.71 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Contrôle fiscal Sénégal : l'association est encore dans l'attente de la réponse à la demande de remise gracieuse présenté au Ministre des Finances et du Budget pour le montant de 112 633€. L'absence de réponse de cette administration dans un délai raisonnable depuis le dépôt en 2021 de cette demande, laisse supposer l'extinction de la dette.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Rémunération des cadres dirigeants (bénévoles et salariés) :

Le Conseil d'administration de l'association est composé uniquement par des bénévoles qui ne reçoivent aucune compensation pour leur prestation.

Les seules cadres dirigeant salariées sont représentées par :

- La Directrice de l'Association, dont le statut d'emploi est établi selon les dispositions de la Convention Collective Nationale de l'Animation groupe 8 catégorie H. Sa rémunération n'est pas déclarée pour raison de confidentialité.
- La Responsable Administrative et Financière de l'Association, dont le statut d'emploi est établi selon les dispositions de la Convention Collective Nationale de l'Animation groupe 7 catégorie G. Sa rémunération n'est pas déclarée pour raison de confidentialité.
- La Responsable du Pôle ECSI et Partenariats d'acteurs, dont le statut d'emploi est établi selon les dispositions de la Convention Collective Nationale de l'Animation groupe 7 catégorie G. Sa rémunération n'est pas déclarée pour raison de confidentialité.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	2 821		
Constructions sur sol propre	27 923		
Installations générales agencements aménagements divers	899		
Matériel de transport	120 517		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	63 634		3 700
TOTAL	212 973		3 700
TOTAL GENERAL	215 794		3 700

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			2 821	2 821
Constructions sur sol propre			27 923	27 923
Installations générales agencements aménagements divers			899	899
Matériel de transport		23 515	97 002	97 002
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		700	66 633	66 633
TOTAL		24 215	192 458	192 458
TOTAL GENERAL		24 215	195 279	195 279

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		2 821			2 821
Constructions sur sol propre		27 923			27 923
Installations générales agencements aménagements divers		257	181		438
Matériel de transport		120 517		23 515	97 002
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		61 711	1 709	487	62 933
TOTAL		210 408	1 890	24 002	188 297
TOTAL GENERAL		213 229	1 890	24 002	191 117
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers		181			
Matériel de bureau informatique mobilier		1 709			
TOTAL		1 890			
TOTAL GENERAL		1 890			

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	27 957				27 957
Report à nouveau	87 677	102			87 779
Excédent ou déficit de l'exercice	102	102-	1 578		1 578
Situation nette	115 736		1 578		117 314
TOTAL I	115 736		1 578		117 314

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	9 722		8 572		1 150
TOTAL	9 722		8 572		1 150

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients		7 000			7 000
TOTAL		7 000			7 000
TOTAL GENERAL	9 722	7 000	8 572		8 150
Dont dotations et reprises d'exploitation		7 000	8 572		

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le montant de 1.150 Euros correspond aux provisions pour risques sociaux relatif aux retraites des salariés français. Celui-ci a été calculé en appliquant la méthode des unités de crédits projetées.

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP).

Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 DU CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Les hypothèses actuarielles retenues sont:

- a. Taux d'actualisation brut de 3,20%,
- b. Départ volontaire à la retraite à 65-67 ans à taux plein,
- c. Turn-over : fort,

d. Charge patronale : cadre 32%, non cadres 32%. Statistiques par catégorie:

Cadre: 2 effectifs, âge moyen 45 ans, ancienneté moyenne 1 ans, salaire moyen 2 714 Euros.

Non cadre: 1 effectif, âge moyen 26 ans, ancienneté moyenne 1 ans, salaire moyen 2 153 Euros.

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aucune provision pour risques sociaux de retraite a été calculé pour les salariés sénégalaises parce que la législation locale ne prévoit aucune obligation par l'employeur.

PROVISIONS POUR DEPRECIATION

L'association a décidé de constituer une provision pour dépréciation des créances de 7.000 Euros pour anticiper le risque des crédits non solvables.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	457	457	
Autres immobilisations financières	1 809	1 809	
Clients douteux ou litigieux	8 280	8 280	
Autres créances clients	39 146	39 146	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	920	920	
Divers état et autres collectivités publiques	1 047 987	1 047 987	
Débiteurs divers	113	113	
Charges constatées d'avance	1 226	1 226	
TOTAL	1 099 938	1 099 938	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	6 380		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	6 456		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	457		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	173 644	173 644		
Fournisseurs et comptes rattachés	64 322	64 322		
Personnel et comptes rattachés	11 046	11 046		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 050	11 050		
Autres impôts taxes et assimilés	2 399	2 399		
Autres dettes	3 324	3 324		
Produits constatés d'avance	867 860	867 860		
TOTAL	1 133 644	1 133 644		

En février 2022 ADOS a pu obtenir un prêt solidaire de 100.000 Euros remboursable en une fois à 12 mois. Le prêt a été renouvelé jusqu'à mai 2024.

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des amortissements

Les méthodes d'évaluations sont les suivantes:

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	3 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates et chaque opération en devises ont été converties en Euros sur la base du cours de change officiel "Franc CFA Ouest Africain".

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	1 048 906
Total	1 048 906

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des produits à recevoir

	Montant
PROJET AMSEAC - Financement Espalion	11 950
PROJET AMSEAC - Financement AEAG	60 000
PROJET ADEL - Financement AFD	459 116
PROJET ADEL - Financement CD26	54 639
PROJET ADEL - Financement AGGLO	44 000
PROJET ADEL - Financement WAOUNDE	2 500
PROJET ADEL - Financement AERMC	51 915
PROJET SECUREM - Financement AERMC	66 000
PROJET SECUREM - Financement CD26	18 000
PROJET RENSEAD - Financement AURA	80 224
PROJET RENSEAD - Financement AERMC	55 246
PROJET WAOUNDE - Financement AERMC	59 420
PROJET PROVACOL - Financement DPT RANEROU	7 622
PROJET GT GIRE - Financement AERMC	15 909
PROJET MINDCHANGERS - Financement RESACOOOP	5 434
PROJET ACT ODD - Financement KURIOZ	2 201
PROJET PRODDIGE - Financement SCD	44 210
PROJET ISI - FINANCEMENT FONJEP	2 600
SUBVENTION GEOTEC	7 000
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	920
Total	1 048 906

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 592
Dettes fiscales et sociales	15 440
Total	27 032

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des charges à payer

	Montant
FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	
ANCV CHEQUE VACANCE 2023	1 268
CAC 2023	3 800
DPSA IV TRIM 2023	225
PROJETS FACT.NON PARVENUE	
RENSEAD - GARANTIE BONERGIE	2 998
WAOUNDE T7 - GARANTIE BATI	2 643
PROVACOL - GARANTIE AF CONSULTING	658
DETTES FISCALES ET SOCIALES A PAYER	
CONGES A PAYER	11 046
ORG.SOC.CH./CONGES PAYES	2 082
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	2 312
Total	27 032

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 226
Total	1 226
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	867 860
Total	867 860

Depuis 2022, il a été mise en place une comptabilité analytique par le biais d'une codification par projet : les subventions et les dépenses sont, en plus de leur codification comptable générale, codifiées par projet, appliquant la méthode des coûts complets (que intègre toutes les charges, qu'elles soient variables, fixes, directes, indirectes).

L'information obtenue par la comptabilité analytique facilite le contrôle et permette une meilleure compréhension des coûts par les équipes opérationnelles d'ADOS.

Le calcul des produits constatés d'avance (PCA) s'appuie désormais sur l'information obtenue par la comptabilité analytique et représente la différence entre le montant des subventions obtenues et le montant consommé de chaque projet.

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
VOLET COOPERATION DECENTRALISEE			
PROJET AMSEAC	48 323		
PROJET AMSEAC DC	19 981		
PROJET SECUREM	31 965		
PROJET ADEL	596 808		
VOLET PROJET EN ONG			
PROJET RENSEAD II	120 508		
PROJET PRESEAC	4 987		
VOLET ECSI			
PROJET PRODDIGE	45 288		
Total	867 860		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
SUBVENTIONS PROJETS EN COOPERATION DECENTRALISEE	410 378
SUBVENTIONS PROJETS EN ONG	84 036
SUBVENTIONS PROJETS ECSI	89 715
Total	584 129

Activités 2023 d'ADOS en résumé

Nous avons poursuivi notre rôle d'opérateur sur ces programmes de coopération décentralisée :

- ADEL "Assainissement et Développement Economique et Local " porté par les départements de la Drôme et de Kanel en collaboration avec Valence Romans Agglo et financé par l'AFD et l'AERMC a démarré en Novembre 2022. L'objectif global de ce projet est de contribuer à améliorer le cadre de vie des populations du département de Kanel et plus particulièrement des communes de Bokiladji, Aouré, Ndendory et Waoundé. Pendant l'année les activités de préparation aux travaux de construction ont été entamées, inclus l'élaboration de l'étude d'analyse environnementale initiale (AEI), le système de géolocalisation et la procédure d'achat pour les travaux. Les contrats pour les travaux de construction de 360 latrines familiale ont été signés en décembre 2023.

- AMSEAC "Amélioration du Secteur de l'Eau-Assainissement dans la Commune de Ngnith " a débuté en décembre 2022. Ce projet porté par la commune d'Espalion en partenariat avec le Département de Dagana et la Commune de Ngnith, entre dans le cadre d'un programme de coopération entre les deux communes. Il prévoit de renforcer la collectivité locale de Ngnith dans la mise en œuvre de politiques publiques en matière d'eau-assainissement. Toutes les activités se sont déroulées selon planification : 57 latrines familiales construits, 4 blocs sanitaires construits et 2 réhabilités auprès de 6 écoles ; 125 familles ont été connecté à l'eau potable. Les travaux termineront dans le premier trimestre 2024.

- Dans le cadre du Dispositif Conjoint DC d'appui à la Coopération décentralisée Franco-Sénégalaise le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères Français

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

(MAE) et le Ministère des collectivités Territoriales de l'Aménagement et du Développement des Territoires Sénégalaise (MCTADT) ont accepté de financer le projet AMSEAC DC " Appui à l'élaboration participative du schéma hydraulique et d'assainissement de la commune de Ngnith ". La procédure de recrutement d'un cabinet d'étude pour l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement et d'état des lieux hydraulique de la commune de Ngnith a été lancée à fin 2023.

- Dans le cadre du projet "Sécurisation de la Ressource en Eau de la région de Matam" (SECUREM) porté par les départements de Drôme et de Kanel la dernière étape du projet a été entamée avec le lancement du marché pour l'installation d'un mix énergétique et un système de chloration dans le forage de Gassembery pour sécuriser la qualité de l'eau potable. Les travaux sont en cours et termineront dans le premier trimestre 2024.

En tant que responsable de la mise en œuvre (opérateur direct - actions " ONG "), ADOS a travaillé en 2023 sur les projets suivants :

Volet ECSI " Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale "

- Grâce au soutien des Ecoles, Valence Romans Agglo et de nombreux partenaires associatifs les activités sont poursuivies avec l'accompagnement des initiatives de solidarité Internationale (ISI), le développement des activités pédagogiques comme l'animation de séances sur la thématique de l'eau potable (Interventions sur l'eau avec Eau de Valence Romans Agglo), les visites de la station d'épuration de Valence missionnée par Véolia et Valence Romans Agglo.

- Dans le cadre du projet RECITAL, qui vise à mobiliser les territoires du département de Dagana en faveur des Objectifs du Développement Durable (ODD) les activités ont été poursuivies en collaboration avec Romans International.

- Le projet "ACT'ODD" Agir en tant que citoyen(ne)s pour les transitions et les ODD a pris fin en 2023 et a fourni aux acteurs éducatifs des outils et des méthodes pédagogiques pour faciliter l'engagement des citoyen(ne)s français(es) en faveur des ODD.

- Le projet MINDCHANGERS " La jeunesse décODDe le monde " , financé par RESACOOOP est finalisé en novembre 2023 et a contribué à la sensibilisation des jeunes " Booster " à l'Agenda 2030 et aux enjeux du consensus européen pour le développement.

- Le projet PrODDige II " Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble " financé par AFD via l'association Service de Coopération au Développement (SCD) a comme objectif de renforcer l'engagement de la jeunesse et la dynamique territoriale autour des ODD en Auvergne-Rhône-Alpes. Les activités se sont poursuivies en 2023 avec l'accompagnement de 3 volontaires internationales et 3 volontaires du service civique française.

Volet " appui au développement local et construction et l'animation de partenariats "

- En 2023 a débuté la phase 2 du projet de " Renforcement du Secteur de l'Eau et

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

l'Assainissement dans le Département de Dagana (RENSEAD 2) " financé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse avec la contribution des collectivités locales de la commune de Bokhol. Le projet vise essentiellement la commune de Bokhol dans laquelle se trouve l'unité de potabilisation de Mbilor qui polarise 22 villages et avec un réseau qui s'étend sur 34 Km et a comme objectif de réduire le coût de l'eau potable pour accroître son accès aux ménages et écoles par l'introduction du mix énergétique et l'installation d'un dispositif test de lutte contre les fuites d'eau.

- La première phase du " Programme de Renforcement du Secteur de de l'Eau et de l'Assainissement dans la Commune de Bokhol (PRESEAC-Bokhol) " financé par SEVE (Syndicat des Eaux du VAR Est) a permis de réaliser un diagnostic technique des ouvrages, du réseau et de la gouvernance de l'unité de potabilisation de Bokhol dans une perspective de contribuer activement à l'amélioration de l'accès et de la qualité des services d'eau potable de la ville de Bokhol et à ses 9313 habitants.

Valorisation des contributions volontaires

Elles font l'objet d'une comptabilisation dans les comptes spéciaux classe 8, soit:
34 838 Euros

Se composant des postes ci-après:

Mise à dispositions des locaux	20 141 Euros
Bénévoles	14 697 Euros

Modalités de recensement et de valorisation en contributions volontaires en nature :

Apport en travail (bénévolat) :

- L'association a mis en place une procédure qui s'appuie sur un outil de déclaration d'heures exécutés en faveur de l'association qui est mis à disposition de chaque bénévole. Les heures sont valorisées aux taux du SMIC 2023 et charges patronales (32%).

Apport en biens et services :

- L'association bénéficie de la disponibilité gratuite des locaux sis à Bourg les Valence propriété du Département de la Drôme qui sont utilisés comme bureaux. Sa valeur locative et les charges afférentes sont estimées par le Pôle Gestion Immobilière, Direction des Bâtiments, qui émet une attestation chaque année.

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3.800 Euros.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	73 643
Total	73 643

Pendant l'année 2023, l'association a eu recours à la cession de créances auprès du Crédit Coopératif.

Le montant reporté au 31/12/2023 correspond à la cession d'un crédit lié au projet Waounde T7 de 59 420 Euros et d'un crédit lié au projet RENSEAD de 14 223 Euros.

Philippe FOURNIER
Commissaire aux comptes

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION ARDECHE DROME
OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : Girodet Bât A
Allée du Concept
26500 BOURG LES VALENCE (Drôme)

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

ASSOCIATION ARDECHE DROME OURO SOGUI-SENEGAL

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : Girodet Bât A

Allée du Concept

26500 BOURG LES VALENCE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à VALENCE, le 7 Mai 2024
Le Commissaire aux comptes,
La société RF AUDIT ET REVISION,
Représenté par
Philippe FOURNIER

